

## La chasse gardée du territoire québécois

Simon Harel

Volume 46, Number 3 (265), September 2004

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/33250ac>

[See table of contents](#)

---

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

---

Cite this article

Harel, S. (2004). La chasse gardée du territoire québécois. *Liberté*, 46(3), 73–87.

# La chasse gardée du territoire québécois

## 1. Identités en lieu sûr

Simon Harel

### Un nouvel imaginaire des lieux

Le Québec est malade d'une identité volée, d'un territoire usurpé. Cette vieille rengaine nous obsède. La perte et la dépossession sont nos fantaisies, notre trésor mélancolique. Autrefois, nous avions le territoire. Aujourd'hui, il ne reste plus rien. Notre mélancolie est sans objet. Les pensées contemporaines du pluralisme, de l'hybridité ont fracassé la cage dorée du refuge identitaire. Il n'est pas de bon ton d'être Québécois ! L'idée d'une désuétude soudaine de la pensée de l'appartenance nous inquiète et nous plonge dans un désarroi profond. En effet, cette pensée de l'appartenance est devenue pour beaucoup un motif idiot, obsolète. Comment penser l'appartenance alors que les lieux d'être de la culture contemporaine sont si fragiles ? Les formes affirmatives et claironnantes du discours postmoderne veulent nous convaincre que les lieux de séjour sont inutiles. Le Québec, dans cette histoire, est mis à mal. Plus que jamais, nous tentons de comprendre cette « fracture », cette « cassure » du territoire et de l'œkoumène que nous habitons. Comme si le Québec était en sursis, un grand malade aux soins palliatifs ! Nous avons la « gouvernance », la « concertation », mais nous n'avons pas le pays. Quoi qu'on en dise, avec le souci de minimiser l'impair, cette réalité fait mal.

Si le Québec est fragmenté, démembré, il faut comprendre la signification de cette angoisse du morcellement. Nous ne vivons pas que dans des espaces imaginaires ! Le corps social fait mal dans la disparité de ses classes sociales, de ses lieux d'appartenance communautaire, de ses quartiers, de ses marges et de ses régions. La démultiplication de la différence est devenue notre seul projet historique. La *doxa* postmoderne (qui alimente journaux et

représentations *mass médiatiques*) fait de cette différence (sociale, sexuelle, générationnelle) une aire de jeu sans grandes conséquences. Le *marketing* culturel fait de la « rue », de la « diversité », de la « fête » de nouvelles icônes qui promeuvent une liberté sous influence. Du Cirque du Soleil au Festival de Jazz, sans oublier le futur « quartier des spectacles », c'est un nouveau corporatisme imaginaire qui nous assaille. Nous n'avons plus d'histoire. Nous ne prétendons plus contribuer à la façonner. Notre époque est décidément mièvre. Que de différences ! De ces marginalités inventoriées à l'infini surgira bien quelque chose. Qu'on n'attende pas un projet de société, l'objectif serait trop clair. Nos projets sont involutifs. Faut-il s'en satisfaire ? Je ne le crois pas. Mon discours est différent.

De façon dommageable, la valorisation bienséante des discours interculturels est une prose lénifiante, une liturgie de la tolérance qui camoufle toutes les formes refoulées de détestation et d'envie. Le discours interculturel est devenu une pratique normative et stéréotypée. Qu'on me comprenne bien : je ne dis pas que le projet interculturel est une pensée du conformisme social tous azimuts. Mais la notion a perdu depuis longtemps toute aspérité critique. L'interculturel comme l'humanitaire sont devenus les figures néohumanistes d'une bonne conscience animée par la reconnaissance de la diversité culturelle (autre poncif à l'ordre du jour des agendas politiques). Cette notion est à la mode aujourd'hui et prend la forme d'un discours utilitaire : il faut être interculturel, comme il faut être pluriel. Ce discours euphorique est à vrai dire d'une faible amplitude critique. On voudrait que le sujet soit bon pour son prochain, qu'il désire le « bien » et le « beau ». Ne faut-il pas être plus réaliste ? On peut en effet adopter un discours contrarié qui est plus exigeant. Le discours interculturel peut correspondre à une idéologie normative, à une pétition de principe sans grandes conséquences. Il peut aussi représenter, fait plus intéressant, une lutte contre la détestation, l'envie qu'incarne l'Autre. Dans le cas précis du Québec,

cette lutte est exacerbée par la présence manifeste du discours national.

Ce dernier a mauvaise presse chez beaucoup d'intellectuels québécois dans la mesure où il incarne un espace schématique et contraint. À suivre ce point de vue, le discours national est auto-centré. Il ne connaît d'autres limites que sa propre justification. Il crée un espace d'appartenance où l'inhabitable, la démesure, le singulier sont des « scories » irritantes. Le discours national a besoin de créer la fiction d'une appartenance pour se convaincre de la légitimité d'un espace à aménager.

Il faut prendre la peine d'interroger la soudaine désuétude du discours national car cette perte d'influence est trop brutale pour qu'elle ne soit pas riche en malentendus, en illusions perdues. Par ces modifications brutales dont le Québec est friand, la valorisation de l'expérience collective a laissé place au réseautage des singularités individuelles. Pourtant, le discours national n'est pas que la figure désuète de la coercition et de la répression. Les exemples récents de négociations territoriales avec les populations québécoises et innues sont là pour le montrer. Sans faire preuve de naïveté quant aux motivations (économiques et sociales) de ces nouvelles règles de « gouvernance », il importe de noter que la reconnaissance de nation à nation est ici un fait déterminant. Je n'évoque pas le lyrisme de « l'âme » nationale, la préservation des identités enracinées. Si la raison d'État correspond à un discours normé, que veut dire, pour notre propos, l'aboutissement de ces négociations menées de nation à nation ? N'y a-t-il pas ici, à grande échelle, la mise en œuvre d'une véritable rencontre interculturelle dans l'histoire récente du Québec ?

De nos quartiers montréalais, nous méprisons la raison pratique du territoire. Nous faisons valoir que la question nationale est d'abord une affaire de territoire, de projet collectif. Nommer, circonscrire, puis peupler le territoire seraient des actes

d'appropriation décisifs. Il faut avoir le courage de poser la question autrement. Ce n'est pas le nationalisme qui pose problème au Québec, mais l'impossibilité même de postuler de manière sereine l'existence d'une nation sans en faire le matériau d'une nouvelle métaphysique identitaire. Ce n'est pas tant la nation qui fait problème, que la honte larvée de la nation. Au Québec, nous en sommes encore à vivre cette ambivalence sur un mode infantile comme s'il nous fallait hésiter entre la parole autoritaire (paternelle ?) du discours national et les joies d'un discours libertaire qui nous demande de braconner sur le territoire pluriculturel de l'Autre.

Qu'on médite un peu la teneur des négociations récentes menées autour de « l'approche commune ». Il y était question d'une reconnaissance de nation à nation. Faut-il y voir une rhétorique ampoulée, un discours révisionniste qui fait le jeu des intérêts d'Hydro-Québec et de communautés autochtones attirées par l'appât du gain, et la promesse de lucratifs « joint ventures » ? Cette hypothèse pessimiste est la plupart du temps retenue du côté des propagandistes québécois d'un espace incessible. Peut-on cependant accepter de voir les choses autrement ? Les formes canoniques du discours national bougeraient-elles peu à peu ? Si tel est le cas, la quête collective laisserait place à d'autres dispositifs identitaires dont la configuration, moins rigide, permettrait d'interroger ce que veut dire habiter un lieu.

Pour ces raisons, on ne s'étonnera pas outre mesure du retour en force des travaux et recherches qui traitent de « l'habitable ». Il y a bien sûr dans ce discours un effet de mode qui n'est pas négligeable. Après des décennies consacrées aux formes marginales de l'hybridité (culturelle) et de la « déterritorialisation », d'autres travaux apparaissent qui tentent de cerner ce que veut dire « séjourner » en un lieu, « occuper » un espace. Faut-il y voir encore une fois le retour d'un conservatisme théorique qui met l'accent sur la prédominance de l'espace propre, les contraintes

formelles de l'habitat ? Je ne suis pas convaincu qu'on doive envisager les choses d'une manière aussi réductrice. Au Québec, par exemple, publications, numéros spéciaux de revues, colloques foisonnent. On s'intéresse aux relations entre géographie et littérature. On relit les travaux d'un Henri Lefebvre sur la « production » de l'espace. On met l'accent, à la suite de Kenneth White, sur les formes présentes de la géopoétique. Que faut-il retenir de cet infléchissement de la recherche universitaire, si nous ajoutons que cette dernière ne se développe pas en vase clos ? Les thèses de « l'habitable », du « lieu », de « l'espace propre » traduiraient-elles le retour d'une géopolitique du territoire, thèse conservatrice s'il en est qui renoue avec les formes anciennes du *templum* et du « quadriparti » heideggerien ?

### **La multitude du détail**

Je mentionnais que la recherche universitaire ne se mène pas en vase clos. Dans cette valorisation des lieux-dits de la culture, il y a de façon claire la mise en place d'une nouvelle attitude à l'égard du territoire. Plutôt que de prôner une lecture métaphysique de l'altérité (de Levinas à Lacan, l'autre relève de la pétition de principe, de *l'a priori* éthique), cette étude des lieux habités permet de rendre compte des négociations ponctuelles qui sont menées par les acteurs du territoire. L'exemple des récentes négociations dans le cadre de « l'approche commune » représente sans doute un pas en avant. Nous sommes en mesure d'interroger la place d'imaginaires culturels dans leurs relations à des enracinements territoriaux ponctuels. On aurait tort de rejeter ces tentatives concrètes d'aménagement de « sites » imaginaires (et bien réels !) qui privilégient la contiguïté d'espaces habités. Ne faut-il pas y voir l'expression d'un réalisme politique — et d'une maturité — qui caractérise l'état actuel des relations interculturelles au Québec ? Il y aura toujours des intellectuels pour se situer en marge, prétendant ainsi rejeter toute forme de compromission avec ce Léviathan que représente l'État. Je ne plaide pas, de mon côté, pour une « collaboration » avec l'État qui est toujours le porte-parole d'un

discours normé. Il reste que nos dissidences sont souvent puérides et infatuées. La « situation » québécoise, par l'indétermination de la question nationale, nous oblige peut-être à faire preuve de prudence dans notre lecture, souvent absolutiste, des représentations marginales de l'altérité.

Parler de lieux habités a sur ces questions le grand mérite de nous imposer de porter notre attention à la *multitude* du *détail*. Ce n'est pas tant l'étranger solitaire, le migrant mélancolique, le passeur qui nous intéressent, que les espaces de vie qui permettent d'aménager une transition entre le soi et l'autre. Nos réflexions sur l'étranger sont devenues des discours d'une fatuité intolérable. Nous avons créé de toutes pièces un « ready-made » esthétique qui traduit bien l'épuisement de toute réelle pensée critique. L'étranger est devenu notre *alter ego*. Bien sûr, le migrant et l'étranger existent. Mais ces figures ont été embellies à souhait. Elles sont devenues les enluminures de nos livres d'heures. L'étranger est devenu une copie conforme. À parler du migrant avec assurance, on ne parle plus de l'immigrant. À parler du passeur, on ne parle plus du réfugié. Ce détournement de sens est lourd de conséquences dans la mesure où il atténue la portée critique de nos discours sur l'altérité. Il importe de mettre un terme aux fantaisies qui animent nos réflexions à propos de l'identité québécoise. Nous n'avons pas à opposer l'enracinement territorial au nomadisme migrant. Nous devons plutôt accepter d'étudier les représentations imaginaires des lieux habités.

Au Québec, le discours identitaire a la cote depuis une vingtaine d'années. Mais que veut dire un phénomène identitaire : un ensemble de représentations, de pratiques qui identifient une communauté, ou un groupe ? Un phénomène identitaire relève-t-il de pratiques sociales, somme toute d'*habitus* et de coutumes ? À moins qu'un phénomène identitaire appartienne à l'univers des formes discursives : la façon dont un énonciateur (individuel, collectif) crée un sentiment de continuité, d'appartenance, d'identité ?

Dans tous les cas, l'identitaire ce sera l'identité révélée ! Que de chemin parcouru pour en arriver à une telle définition. Avec cette expression, on ne saurait en effet se tromper. Le vocable « identitaire » est largement utilisé dans le discours journalistique des universitaires comme une manière pratique de désigner un concept dont la précision est indiscutable. Que camoufle cet abus de langage ? Quand nous parlons de discours identitaire, nous revendiquons simplement l'identité.

L'identitaire prétend faire place à l'hybride, à la dimension interculturelle, alors que nous continuons de pactiser en catimini avec l'idée du territoire. Que signifie alors cette séparation entre les tenants d'une pensée de l'hybridité culturelle et la raison pratique du discours national ? J'y vois personnellement l'aveu d'une mauvaise conscience un peu ridicule, d'une honte que l'on cherche vainement à masquer. Il n'est pas de bonne tenue aujourd'hui de parler de nation, de délibération politique dans l'espace national. Quant à la notion de citoyenneté, elle a moins pour fonction de circonscrire l'appartenance à un espace normé que d'interroger les formes « inclusives » de citoyennetés à l'ère du pluralisme culturel.

Pourtant l'obsession de la nation nous tourmente tant le discours change d'aspect. La ritournelle du territoire enfin nommé et possédé laisse place à la configuration plastique et fluide d'un imaginaire des lieux. Cet espace sensible fait l'objet de travaux significatifs au Québec. La confrontation d'imaginaires discordants tient peut-être lieu de forme médiane où la condition de minoritaire peut être vécue. À lire les travaux de nombreux intellectuels au Québec (je pense pêle-mêle à Alain Médam, Jocelyn Létourneau, Pierre Nepveu), le Québec est un espace de réflexion intense qui ne se satisfait pas de faux-semblants identitaires où l'altérité est consommée de façon digeste. L'inconfort de la situation québécoise contribue à créer une situation inédite. L'enjeu est vaste : repenser de fond en comble l'espace sensible de la territorialité québécoise.



Le territoire, contrairement à l'idée reçue, n'est pas un espace fixe. Le discours national doit être pris en compte si nous voulons soumettre une réflexion actuelle à propos des dispositifs cosmopolites de la postmodernité. Le discours national représente une aspérité irritante, une nostalgie douce-amère qui résume bien ce qu'est le Québec actuel. À nier cet état de fait, on s'empêche précisément de penser la complexité et l'impureté de nos dispositifs cosmopolites.

Soyons clairs, le discours national est d'abord un dispositif coercitif. L'histoire du Québec n'est pas que l'admirable syncrétisme du parlementarisme britannique et de l'esprit français ! Il y a de petites et grandes violences dont le discours national est l'instigateur. Et le territoire porte les traces, les blessures de ces effractions violentes. Ce n'est pas sans raisons que l'on a évoqué, lors des récentes négociations avec les Cris, la « Paix des braves ». Dans le choix de cette expression, la connotation militaire n'était pas anodine. Elle traduisait au contraire l'existence d'un conflit qui n'eut pendant de longues années que la force et la répression pour s'exprimer. Dans le choix du vocable (la « Paix des braves »), n'y a-t-il pas la persistance d'un vieux discours colonial, une emphase paternaliste et virile qui met l'accent sur le « repos du guerrier » ? Qu'on le veuille ou non, le discours national est une seconde peau, une identité multiforme qui, dans le cas du Québec, travestit nos discours. Ce constat ne doit pas nous masquer pour autant que le territoire est l'enjeu d'une réflexion importante.

Pour cette raison, je revendique l'étude des lieux habités, des lieux-dits de la culture. Il importe de comprendre l'affectivité qui anime nos façons de nous représenter et de faire l'histoire. Jocelyn Létourneau, dans la foulée des contributions sur l'identité narrative, propose une historiographie localisée, attentive aux « pratiques » dissonantes et consonantes des interprètes de la société civile. Dans cette perspective, le nationalisme n'est pas une finalité. L'histoire n'obéit pas à un scénario déjà constitué. Et

l'hybridité culturelle, au cœur de la configuration de cet imaginaire des lieux, n'est pas un discours absolutiste que l'on retrouve dans le vocabulaire, lui aussi normé, des études culturelles. On peut se gausser d'un tel projet, proclamer haut et fort la mort du territoire. Il reste que la signature du traité sur « l'approche commune », les antagonismes manifestes qui opposent communautés « blanches » et « autochtones » nous montrent, hors de tout doute, que le territoire n'est pas une fiction, mais un puissant facteur d'identification et d'appartenance.

En somme, « l'inconfort » de la situation nationale au Québec génère les conditions propices à un retour bien singulier du refoulé. L'hypothèse pourra sembler audacieuse. D'autant qu'il est peu usité de faire appel à la psychanalyse pour traiter des phénomènes collectifs. Nous voudrions que le Québec soit le lieu d'élection de la délibération citoyenne, des convergences interculturelles harmonieuses. Mais cette harmonie revendiquée laisse place à des désaccords, aux malentendus. Alors même que la signature de « l'approche commune » est rendue publique, des communautés innues refusent avec détermination un discours de collaboration qui n'est pas autre chose que la face hideuse du néo-colonialisme. La « raison d'État » est vilipendée tant les intérêts géostratégiques d'Hydro-Québec sont explicites. Dans un autre contexte, les débats actuels sur les fusions municipales dans l'espace montréalais font référence, encore une fois, à la raison d'État. Une métropole est-elle avant tout une construction administrative ? Dans quelle mesure les formes locales de « gouvernance » ont-elles droit de cité ? Ces débats, d'apparence anodine, ont néanmoins le mérite réel de nous indiquer que les territoires imaginaires ne sont pas uniquement des formes inamovibles. Nous avons fait valoir un peu plus tôt que l'opposition de l'identité et du pluralisme correspondait à une schématisation trop commode. Il faut en finir avec les oppositions tranchées : il n'y a pas, d'un côté, la domination impérieuse de la raison d'État ; de l'autre, la liberté sans contraintes de l'étranger, du passeur ou du migrant.

## Une politique du lieu

Ainsi, les notions de métissage et d'hybridité auront une signification précise dans la mesure où elles rencontrent une résistance réelle et active. Qu'on me comprenne bien. Ce n'est pas d'opposition âpre et acerbe dont il est question. La résistance est diffuse, souterraine. Si la sphère politique est obsédée par l'espace et le territoire, il faut interroger ce que veut dire un lieu. Offre-t-il refuge ? À moins qu'il n'expulse et ne mette violemment à l'écart ? Réfléchir à « l'emplacement » du lieu permet d'interroger les marges du politique. Ce n'est pas par plaisir que je convoque le discours national, les formes territoriales de la quête politique sous le couvert de la raison d'État. Il serait tellement plus simple d'oublier tout ça, de prétendre que l'obsession pour le territoire, l'appartenance, l'identité est chose du passé. Il serait encore plus simple de dire que la raison d'État est la figure odieuse d'une violence totalitaire. Mais que nous le voulions ou non, le Québec actuel ne cesse de se figurer comme espace national démembré, puis reconfiguré.

Dans de nombreux travaux qui appartiennent à la sphère des études culturelles, il est de mise d'opposer les formes transnationales, transdiscursives d'espaces minoritaires à la raison d'État. Je partage ce point de vue, à cette nuance près que la radicalisation du discours transnational laisse entendre, de manière utopique, que nous sommes *essentiellement* des sujets *délocalisés*. Le paradoxe est perceptible : dans le discours absolutiste des études culturelles, il est requis d'être délocalisé. Grâce à ce nomadisme, à cette malléabilité « identitaire » qui fracture la forme unitaire de notre rapport au lieu, les migrants d'aujourd'hui s'opposent aux sujets « provinciaux » de la sédentarité.

Le discours national est ici un véritable empêchement de danser en rond. Il incarne de manière nette un principe de localité dont la remise en question est incisive. De Bruxelles à Monterrey, la délocalisation n'est pas seulement un argument économique à mettre au compte des traités de libre-échange. La délocalisation

promeut la déresponsabilisation de l'État. Sous sa forme violente (et insidieuse), le retrait de l'État se donne à voir comme la contestation du vivre-ensemble. On dira de l'État qu'il ne lui revient pas de « gérer » les hôpitaux, les asiles et le logement social. La thèse n'est pas nouvelle. Elle a connu des heures de gloire au Royaume-Uni, en Nouvelle-Zélande, puis aux États-Unis. Le « retrait » de l'État, son affaiblissement peuvent, si nous ne sommes pas prudents, coïncider avec les thèses translocales des études culturelles. Pour ces raisons, le Québec représente un cas de figure intéressant dans la mesure où le territoire est mobile, qu'il est le jeu d'un rapport de force entre l'espace topique et la fluidité de trajectoires transculturelles. À la suite de Thomas Bernhard, nous sommes des contempteurs d'État. Dans la foulée de Foucault et Genet, nous tenons pour ennemi déclaré l'État qui n'en fait qu'à sa guise, qui se pare aujourd'hui des formes bénignes de la cybergouvernance pour mieux nous tromper. Mais pouvons-nous, sans illusion excessive, adopter un point de vue différent, soucieux de ménager un espace de négociation pour le soi et l'autre ?

À la verticalité euphorique de la quête collective (nationale), ou de l'affranchissement cosmopolite (individuel), il faut substituer un imaginaire de l'horizontalité qui permet la rencontre de mondes contigus. Que serait une politique du lieu qui ne néglige pas pour autant la dissémination du sens, assez proche de l'imaginaire rhizomatique revendiqué par Gilles Deleuze et Félix Guattari ? L'imaginaire de la verticalité ne nous convient plus. Dans cette perception autoritaire de l'espace, il est requis de faire rupture avec un lieu-dit qui incarne un espace inaugural, fondamental. La nation et le progrès, le cosmopolitisme et la pluralité tiennent lieu ici de formes interchangeable. Ces figures ont le défaut de créer des oppositions sommaires qui mettent en scène le localisme et l'universalisme, le singulier et le multiple, l'affectivité et la raison transcendante.

Au Québec, il est difficile de parler de territoire. Ce discours gêne. Il laisse entendre une violente schématisation de l'espace, la création d'un monde organisé qui offre peu de choix quant à la constitution imaginaire du territoire. Rien ne dit qu'il doit en être ainsi. Le territoire est un espace habité. Nous ne pouvons ignorer que le territoire est « vivant » et correspond, selon l'expression d'Augustin Berque, à un œkoumène : une forme topique qui est aussi un répertoire de significations créées par les déambulations des « passants ». Au Québec, le territoire a été ravi par les aménageurs de la délibération politique. Cette dernière laisse peu de place aux créateurs qui contribuent à invalider les lieux prescrits, les assignations à résidence. Le territoire est devenu notre prison. Pour des raisons qui correspondent à la normalisation « nationale » du politique au Québec, le territoire est une chasse gardée. Peu importent les affiliations politiques, le discours est étonnamment conservateur dans la mesure où la complexité des formes territoriales au Québec est largement ignorée.

Le discours national nous abreuve de propos débilissants sur les régions-ressources qu'on oppose à la capitale nationale puis à la métropole. Mais lesdites régions-ressources se vident. La « vallée de l'aluminium » reste le mauvais jeu de mots d'un attaché politique et mauvais littérateur de la Grande-Allée. La capitale est d'autant plus « nationale » qu'elle est le siège d'un État indécis. Quant à la métropole, ce n'est plus Montréal tant les récentes fusions municipales ont modifié la donne. Montréal, c'est aussi Pointe-Claire, Montréal-Nord et Westmount. Mais Montréal connaîtra sous peu son premier référendum gagnant ! Mesurons la tartufferie des prises de position actuelles. Dans l'histoire récente du Québec, le seul référendum « gagnant » sera celui de la défusion (ou du démembrement) ! Tout concourt à créer une idéologie de prête-noms : une capitale qui n'en est pas une ; une métropole que l'on veut réduire de taille ; des régions qui conservent l'ancienne appellation coloniale de « ressources ».

De la partition du territoire métropolitain aux controverses sur les droits territoriaux des Premières Nations, le discours québécois est frileux. Ne faut-il pas voir dans cette normalisation du lieu l'expression d'une inquiétude réelle quant à la création d'un espace qui ne serait pas prescriptif ? Comment peut-on penser la création de sites culturels (expression différente, il va sans dire, des formes prescriptives de la nation et de la communauté) si l'espace demeure une forme schématique ? Comment est-il possible de penser le caractère polymorphe du lieu si le discours territorial est engoncé et prostré dans un conservatisme détestable ? Retenons pour mémoire la récente « Paix des braves » que le gouvernement du Québec vient de conclure avec la nation crie. Le geste est important. Mais ne nous contentons pas de cette euphorie vertueuse. Certes, le dialogue se fait de « nation » à « nation », dans le respect (ce qui est nouveau), mais avec une prudence qui frôle parfois l'indifférence. Que chacun reste sur son territoire, son quant-à-soi ! Bien sûr, cette indifférence respectueuse est préférable à l'ignorance qui a caractérisé sur des décennies la « position » du Québec à propos de la question « autochtone ». Ce discours de coopération, dont on ne doit pas par ailleurs négliger la surdétermination économique, est un précédent qu'il convient de saluer. Mais peut-on parler ici d'un projet transculturel ? Certes pas. Tout au plus pouvons-nous reconnaître la volonté timide d'annoncer la mise en commun de sites culturels hétérogènes.

Pourtant, la transmission (et la reconnaissance) des mémoires culturelles qui composent le Québec contemporain est à l'ordre du jour. Entre l'éloge de la communauté radieuse des natifs de tous lieux et la revendication d'une altérité désincarnée, la création d'un nouvel espace de sens est plus que jamais nécessaire. Il faut en finir avec la revendication identitaire qui met dos à dos le sectarisme de l'émancipation transculturelle et l'affirmation d'un provincialisme confus. Au Québec, le discours sur le territoire est monopolisé par les acteurs du monde politique. Comment

habiter ce pays ? La question ne se pose plus aujourd'hui. Tout au plus suscite-t-elle la gêne. Est-il encore possible de parler de ce romantisme territorial attardé ? N'est-ce pas une rêverie niaise qu'il convient d'oublier ? Comment parler du geste d'habiter, cette volonté maligne d'enracinement, de repli sur soi ? Le discours actuel n'est-il pas ouvert sur le grand large de la mondialisation, de l'ouverture interculturelle, du métissage ?

Sans faire du Québec un site privilégié (vestige du messianisme religieux et du délire d'élection qui continue à nous habiter), n'y a-t-il pas nécessité d'envisager l'émergence d'une pensée actuelle qui nous permet de faire intervenir une réflexion sur l'imaginaire du lieu ? Plus que la revendication d'un métissage culturel dont la mode est discutable (le site web d'Investissement-Québec, agence gouvernementale, ne prône-t-il pas auprès des « décideurs » économiques, que le Québec est une société métissée), je préfère, de mon côté, étudier des dispositifs écotopiques concrets.

Dans cette perspective, je retiens l'idée de braconnages identitaires, formes mobiles et plastiques qui nous permettent de séjourner « clandestinement » sur les territoires d'autrui. On peut faire valoir que ce discours est lui-même un phénomène de la postmodernité. Un Michel Maffesoli a consacré une réflexion abondante aux théories de l'exclusion. Chez cet auteur, les « vagabondages initiatiques » sont des manières d'être qui engagent un rapport à la fois violent et ludique avec l'autre. Mon propos est différent. Je revendique, comme le fait d'ailleurs Maffesoli, une violence banale et fondatrice qui met à mal l'illusion de « solidarité organique » (Durkheim) qui rassemble les membres d'une communauté. Le braconnage n'est pas qu'une mise en scène commode de l'altérité. C'est une activité de spoliation, de détournement qui se traduit par la mise en place d'une contre-économie, puis d'une écotopie subversive. Braconner, c'est aller sur le territoire de l'Autre, puis rappeler que la « production » de l'espace (Lefebvre) est justifiée par notre manière de capitaliser le territoire. Pour ces

raisons, je me méfie des appels à la différence qui sont des éloges sans portée critique. Méfions-nous aussi de la condamnation unanime des espaces d'appartenance, ces lieux de répression où nous deviendrions les artisans coupables de notre victimisation.